Comment interpréter la (résistible) ascension du Front national et de l'extrême droite en Europe ? A quel type de forces faisons-nous face ? Comment affronter politiquement, et non sur un plan simplement moral, le danger spécifique qu'elles représentent ? Michael Löwy et Francis Sitel tentent de répondre à ces questions dans ce texte, initialement publié en anglais, en 2015, dans la revue Socialist Register, *éditée par Leo Panitch et Greg Albo (The Merlin Press Ltd, Londres), sous le titre « The far right in France : the Front National in European perspective ».*

*

I- Le contexte européen

Les élections européennes en France ont confirmé une tendance évidente depuis plusieurs années : l'augmentation de l'audience du Front national. Il ne s'agit pas d'une spécificité française : dans une grande part du continent européen on constate la croissance spectaculaire de l'extrême droite. Un phénomène sans précèdent depuis les années 1930. Dans beaucoup de pays la droite xénophobe a déjà obtenu entre 10 et 20% des votes au cours de la dernière décennie. En 2014, dans trois pays (France, Royaume-Uni, Danemark) elle a atteint 25 à 30% des voix. De surcroît, son influence va au-delà de son électorat proprement dit : ses idées contaminent la droite « classique » et même une une part de la gauche sociale-libérale. Le cas français est le plus inquiétant, avec une percée qui excède les prédictions les plus pessimistes. Comme le site *Mediapart* l'écrivait dans un récent éditorial : *« nous sommes cinq minutes avant minuit ».*

Cette situation est-elle comparable à celle de l'Europe des années 1930 ? Oui et non. C'est la première fois depuis cette période que l'extrême droite atteint un tel niveau d'influence dans la politique européenne. Mais l'histoire ne se répète jamais. Plusieurs différences distinguent du passé les conjonctures présentes.

La plus évidente est qu'après 1933 deux de plus importants pays d'Europe, l'Italie et l'Allemagne, étaient sous un régime fasciste totalitaire. Heureusement rien de tel n'existe aujourd'hui ! Une autre différence importante est que les actuels intérêts de la bourgeoisie sont massivement liés à la globalisation néolibérale et hostiles au nationalisme économique, lequel était à la base du projet fasciste ou semi-fasciste. D'autre part, la gauche antifasciste – que ce soit dans sa version la plus radicale, celle des marxistes et des anarchistes, ou dans les plus modérées, parlementaires, sous la forme du Front populaire -, était beaucoup plus puissante dans les années 1930 que de nos jours.

Une autre différence est paradoxalement qu'à la différence d'aujourd'hui la plupart des mouvements fascistes des années trente, à la notable exception de l'Allemagne (et à un moindre degré de la France), n'étaient pas ouvertement racistes. Cela vaut, au moins jusqu'à 1938, pour les mouvements dirigés par Mussolini, Franco et Salazar, en Italie, Espagne et Portugal.

L'actuelle extrême droite européenne est très diverse, un spectre qui va de partis ouvertement néo-nazis, tel Aube dorée en Grèce, jusqu'à des forces bourgeoises parfaitement intégrées au jeu politique institutionnel, comme le parti suisse UDC. Ils ont en commun leur nationalisme chauvin, – et donc une opposition à la globalisation « cosmopolite » et à toute forme d'unité européenne – la xénophobie, le racisme, la haine des immigrants et des Roms (le peuple le plus ancien du continent), l'islamophobie et l'anticommunisme.

En outre, pour la plus grande partie d'entre eux, mais pas tous, l'appel à des mesures autoritaristes contre « l'insécurité » (habituellement associée aux immigrés), en termes d'augmentation de la répression policière et d'incarcération, ainsi que le rétablissement de la peine de mort. Cette orientation nationaliste réactionnaire est souvent accompagnée d'une rhétorique « sociale », en soutien des « gens simples » et de la classe ouvrière nationale (blanche). Sur d'autres sujets – par exemple le néolibéralisme, la démocratie parlementaire, l'antisémitisme, l'homophobie, la misogynie ou la laïcité – ces mouvements sont davantage divisés.

Beaucoup d' « experts » et de commentateurs médiatiques expliquent que le fascisme et l'antifascisme sont des réalités appartenant au passé. La réalité nous paraît plus complexe. Certes, on ne voit pas aujourd'hui de partis fasciste de masse comparables au NSDAP dans l'Allemagne des années trente. Mais alors le fascisme ne se limitait pas à ce seul modèle : le franquisme espagnol et le salazarisme portugais étaient très différents des modèles italien et allemand.

Même des partis qui s'efforçaient d'imiter le modèle allemand, par exemple en France le Parti populaire français (PPF) fondé par Jacques Doriot en 1936 – organisation clairement fasciste qui devint une des principales forces collaborationnistes sous le régime de Vichy -, peut difficilement être comparé au NSDAP allemand. Ce serait une erreur de décider qu'il n'y a pas de partis fascistes en Europe aujourd'hui à partir de l'argument qu'il n'existe pas d'équivalent au national socialisme des années trente.

Une tentative de classification de l'actuelle extrême droite européenne devrait distinguer au moins trois types différents :

1. Des partis de caractère ouvertement fasciste ou néonazi : par exemple, en Grèce Aube dorée, le Jobbik hongrois, l'ukrainien Secteur droite, le Parti national démocratique en Allemagne, ainsi que plusieurs autre partis de moindre force et de plus faible influence. On pourrait aussi inclure dans cette catégorie la récente et atypique création française, national socialiste et anti sémite, Réconciliation nationale (Alain Soral)
2. Des partis semi-fascistes, c'est-à-dire des partis ayant des racines fascistes, et incluant de fortes composantes fascistes, mais qui ne peuvent être identifiés au modèle fasciste classique. Tel est le cas, parmi d'autres et selon des formes différentes, en France du Front national, en Autriche du FPO, en Belgique du Vlams Belang. Leurs fondateurs ont des liens étroits avec le fascisme historique et plusieurs de leurs cadres ne cachent pas leur nostalgie du passé fasciste. Mais leurs directions actuelles s'efforcent de les « moderniser » et travaillent à en présenter une image plus « respectable », par exemple en substituant à l'antisémitisme l'islamophobie. Pour différentes raisons sur lesquelles nous allons revenir, le concept de « populisme » nous apparaît tout à fait inadéquat pour définir ces partis.
3. Des partis d'extrême droite qui, sans origines fascistes, partagent leur racisme, leur xénophobie, leur rhétorique anti-immigrés et leur islamophobie. Par exemple, en Italie la Ligue du Nord, en Suisse l'UDC (Union démocratique du centre), le britannique UKIP (Parti de l'indépendance du Royaume Uni), le Dutch Freedom Party néerlandais, le Parti progressiste norvégien, le parti des Vrais Finlandais, le Parti du peuple danois. Le parti suédois des Démocrates représente un cas intermédiaire, avec des racines clairement fascistes (voire néonazies), mais déployant depuis les années 1990 de grands efforts pour présenter une image de lui-même plus « modérée ».

Comme pour toute typologie, la réalité est plus complexe, et quelques unes de ces

formations politiques semblent ressortir de plusieurs types différents. Il convient aussi de prendre en compte qu'il ne s'agit pas de structures statiques mais qui sont en constant mouvement. Certains de ces partis paraissent susceptibles de migrer d'un type à un autre. Jusqu'à présent il n'existe qu'un exemple en Europe d'un parti fasciste se transformant en parti de droite « normal » : l'Alliance nationale de Fini en Italie. On ne saurait exclure la possibilité que d'autres partis similaires empruntent la même voie, mais pour l'instant il n'existe pas de signes d'un tel développement.

Alors que les idéologies des partis d'extrême droite présentent de grandes similitudes, leurs pratiques politiques ne sont pas homogènes. Alors que certains, tel le Front national français, se présentent comme « anti-système », et demeurent, jusqu'alors, extérieurs aux institutions du pouvoir, d'autres, comme l'autrichien Parti de la liberté et l'italienne Ligue du Nord, ont au cours des années récentes participé à un gouvernement. Les partis d'extrême droite danois et le néerlandais soutiennent leurs gouvernements sans y participer, tandis que l'UDC suisse et le norvégien Parti progressiste sont à présent parties prenantes de coalitions gouvernementales.

Les partis d'extrême droite dans l'Est de l'Europe – précédemment « démocratie populaires » – tel que le Jobbik hongrois, le Parti de la Grande Roumanie et Atak en Bulgarie, comme des partis semblables dans les Républiques de la Baltique, en Ukraine et en ex-Yougoslavie, présentent des caractéristiques communes qui sont, à des degrés divers, différentes de leurs équivalents de l'Ouest : a) l'épouvantail est moins les immigrés étrangers que les minorités nationales traditionnelles : Juifs et Roms ; b) directement liés à ces partis ou tolérés par eux, des gangs violement racistes agressent, et parfois tuent, des Roms ; c) d'un anticommuniste rabique ils se considèrent comme les héritiers des mouvements nationaliste et/ou fascistes des années trente, lesquels ont souvent collaboré avec le Troisième Reich. L'échec désastreux de ladite « transition » (au capitalisme), sous leadership de partis libéraux et/ou sociaux-démocrates, a créé les conditions favorables à la montée de tendances d'extrême droite[1].

Quelles que soient ses transformations et sa« modernisation », l'extrême droite représente toujours une réelle menace pour la démocratie. Un des arguments utilisé pour montrer qu'elle a changé et n'a plus rien à voir avec ce que fut le fascisme est son acceptation de la démocratie parlementaire et de la voie électorale au pouvoir. Certes, mais il faut se rappeler qu'un certain Adolf Hitler accéda à la Chancellerie allemande par un vote légal du Reichstag, et que le Maréchal Pétain fut élu chef de l'État par le Parlement français. Si le Front national gagne le pouvoir par des moyens électoraux – hypothèse qui malheureusement ne peut être écartée – que restera-t-il de la démocratie en France ?

Comment expliquer ce succès croissant de l'extrême droite ? Le premier élément d'explication est le processus de la globalisation néolibérale capitaliste – qui est aussi un processus puissant d'homogénéisation forcée – qui produit et reproduit, aux échelles européenne et planétaire, des *paniques identitaires,* la recherche obsessionnelle de sources et de racines, provoquant des expressions religieuses de chauvinisme, et des formes religieuses de nationalisme, lesquelles sont alimentées par des conflits ethniques et confessionnels[2].

Lié directement à ce processus d'hégémonie mondiale du capital financier, joue un autre important facteur : la crise économique qui a frappé l'Europe à partir de 2008. A l'exception de la Grèce et de l'Espagne, presque partout celle-ci a davantage favorisé l'extrême droite que la gauche radicale. Cela à la différence de la situation européenne des années 1930 où dans beaucoup de pays la gauche antifasciste progressait parallèlement au fascisme,

même si les courants d'extrême droite ont alors sans aucun doute profité de la crise, particulièrement en France. Mais cette donnée n'explique pas tout : en Espagne et au Portugal, deux des pays les plus durement touchés par la crise, l'extrême droite reste marginale. En Grèce, malgré Aube dorée, qui a connu une croissance exponentielle, celle-ci a moins d'influence que Syriza, la coalition de la gauche radicale. En Suisse et en Autriche, deux pays grandement épargnés par la crise, l'extrême droite raciste obtient souvent un soutien dépassant les 20%. Une réalité qui devrait conduire à écarter les explications exclusivement économiques souvent mises en avant par la gauche.

Les facteurs historiques ont sans doute joué un rôle : une longue tradition antisémite répandue dans certains pays ; la persistance de certains courants collaborationnistes de la Deuxième Guerre mondiale ; la culture colonialiste qui continue à imprégner les attitudes et comportements longtemps après la décolonisation – pas uniquement dans les puissances impériales mais dans presque tous les pays européens. Tous ces facteurs agissent en France et permettent d'expliquer la force du parti de Le Pen, mais sont moins pertinents lorsqu'il s'agit de pays sans passé colonial ou fasciste, comme la Suisse.

La conjoncture internationale, en particulier celle du Moyen Orient, favorise également ce développement. La politique coloniale et expansionniste du gouvernement israélien nourrit l'antisémitisme (particulièrement chez les jeunes musulmans) qu'on peine à distinguer de « l'antisionisme », tandis que la terreur de Daech, et d'autres criminels djihadistes, alimente l'islamophobie, prétendument au nom de la « laïcité ». Naturellement ce n'est pas *à cause de* Netanyahou ou Ben Laden que le racisme et la xénophobie se développent en Europe, mais les événements dramatiques du Moyen Orient sont habilement manipulés par l'extrême droite pour avancer avec succès ses thèmes. De la même façon évidemment jouent les attaques terroristes – tel l'assassinat de la rédaction du journal satirique *Charlie Hebdo* – qui sont utilisées comme munitions par la droite raciste pour promouvoir la thèse de la « guerre des civilisations » à mener contre les citoyens européens musulmans.

La gauche dans son ensemble, à seulement quelque exceptions près, a gravement sous-estimé le danger. Elle n'a pas vu arriver la vague brune, ni la nécessité de prendre l'initiative pour une mobilisation antifasciste. Pour certains courants de la gauche, qui ne voyaient l'extrême droite que comme un effet induit de la crise et du chômage, ce sont ces causes qui devaient être combattues et non le phénomène fasciste en tant que tel. Un raisonnement typiquement économiciste qui a désarmé la gauche face à l'offensive idéologique raciste, xénophobe et nationaliste de l'extrême droite.

Aucun groupe social n'est immunisé par rapport à la peste brune. Les idées de l'extrême droite, le racisme en particulier, ont contaminé une part significative non seulement de la petite bourgeoisie et des chômeurs, mais aussi de la classe ouvrière et de la jeunesse. Cela est particulièrement frappant dans le cas français. Ces idées n'ont pas de rapport avec la réalité de l'immigration : le vote pour le Front national, par exemple, est particulièrement élevé dans certaines zones rurales qui n'ont jamais vu un seul immigré. Quant aux Roms, qui ont récemment été victimes d'une impressionnante campagne raciste hystérique, avec la participation active du ministre de l'intérieur d'alors, le « socialiste » Manuel Valls, leur nombre ne dépasse pas les vint mille individus à travers toute la France.

Les analyses « classiques » du fascisme de la part de la gauche le voient comme l'instrument du grand capital pour écraser la révolution et le mouvement ouvrier. S'appuyant sur cette prémisse, quelques-uns à gauche argumentent que le mouvement ouvrier actuel est si affaibli et la menace révolutionnaire si évanouie que le grand capital n'a aucun intérêt à soutenir les mouvements d'extrême droite, et donc que le risque d'une

offensive brune est inexistante. Ceci, encore une fois, relève d'une lecture économiciste qui ne prend pas en compte l'autonomie d'un tel phénomène politique. Les électeurs peuvent en fait choisir un parti qui n'a pas l'appui de la grande bourgeoisie. Surtout cet argument étroitement économique paraît ignorer le fait que le grand capital peut sans trop d'état d'âme s'accommoder de toutes sortes de régimes politiques.

Il n'existe pas de recette magique permettant de combattre l'extrême droite. Nous devons nous inspirer – avec la distance critique pertinente – des traditions antifascistes du passé, mais nous devons aussi savoir innover de manière à répondre aux nouvelles formes du phénomène. Nous devons savoir combiner les initiatives à la base et des mouvements socio-politiques et culturels fortement organisés et structurés de manière unitaire, cela aux niveaux national et continental.

Il est quelquefois possible de renouer avec l'esprit du « républicanisme », mais un mouvement antifasciste organisé ne pourra être effectif et crédible que s'il est dirigé par des forces extérieures au consensus néolibéral dominant. Cela signifie un combat qui ne peut pas se limiter aux frontières d'un seul pays, mais doit être organisé au niveau de toute l'Europe. La lutte contre le racisme, aussi bien que la solidarité avec ses victimes, est une des principales composantes de cette résistance. Il n'est pas encore top tard pour stopper la *« résistible ascension d'Arturo Ui »* (pour rappeler la célèbre pièce antifasciste de Bertolt Brecht).

II- Le Front national : quels défis pour la gauche et pour la France ?

Qu'en est-il du Front national ? Il s'impose électoralement comme un des principaux partis politiques français, au point après les élections européennes de 2014 de revendiquer le titre de *« premier parti de France».* On reconnaît qu'il a brisé le fonctionnement bipartiste de la Vème République et imposé un tripartisme PS-UMP-FN…

Pourtant la question se pose de savoir si cette réalité électorale est en phase ou non avec ce qu'est la force politique et militante effective du FN, en fonction d'un ancrage en profondeur dans la société qui rendrait crédible sa possible accession au pouvoir. La situation est en quelque sorte inverse à celle des extrêmes droites françaises des années 1930. Nul ne pouvait alors contester aux Ligues leurs capacités de mobilisation idéologiques et sociales, mais celles-ci n'étaient pas aptes, hors l'hypothèse improbable d'un putsch anti-républicain, à leur permettre de gouverner.

Si les désaccords quant à la caractérisation de la nature du Front national sont anciens et multiples, ils sont renforcés depuis le passage de relais entre Le Pen père et sa fille Marine Le Pen. L'objectif de cette dernière est de *« dédiaboliser »* le FN, ce qui l'amène à opérer des réajustements idéologiques, à récuser le qualificatif d'extrême droite (voire à vouloir porter plainte contre ceux qui l'utilisent), et à promouvoir le nom de *« Rassemblement Bleu Marine »* de préférence à celui de Front national.

Il est important d'être attentif aux continuités et changements qui marquent la trajectoire du Front national, de se repérer dans les méandres d'une histoire qui conduit du passé sulfureux du père à la revendication de « modernité » de la fille, sans qu'on puisse oublier les liaisons de l'une et l'autre avec les divers réseaux et groupes de l'ultra droite[3].

Il convient pour cela de ne pas faire de concessions aux problématiques qui cadrent les

analyses en fonction d'objectifs politiciens plus ou moins assumés. L'histoire devrait avoir appris à tous que pas plus qu'avec le feu, on ne joue avec l'extrême droite.

Le Front national, une force ancrée historiquement

À gauche, on a en effet trop longtemps eu tendance à sous-estimer, voire mépriser ce qu'est la force de la droite extrémiste et à penser que l'antifascisme qui a dominé la deuxième moitié du XXe siècle aurait définitivement discrédité l'extrême droite.

D'où une certaine sidération lorsque, au long de l'année 2014, on a vu la rue envahie par des centaines de milliers de manifestants s'opposant au « mariage pour tous », et même l'organisation d'un « *jour de colère* » au cours duquel des slogans racistes et antisémites se sont donnés libre expression. Quant aux succès électoraux répétés du Front national, ils désorientent les analyses, et les capacités de réaction se trouvent paralysées par le sentiment que quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse rien ne peut stopper sa progression.

Cela vaut sévère rappel que l'extrême droite est une réalité certes complexe et mouvante, mais puissamment ancrée dans la société française. Durablement disqualifiée par la collaboration avec l'occupant nazi, elle n'a pu jouer durant les décennies qui ont suivi le rôle qui était le sien dans les années 1930. Mais elle a continué à exister, les guerres coloniales, en particulier celle d'Algérie, ont alimenté un très fort racisme anti Arabes et semé des ferments de guerre civile suite à la lutte violente de l'OAS pour « l'Algérie française ». Cette période tragique – marquée par l'arrachement à l'Algérie de centaines de milliers de Pieds noirs, l'abandon des harkis qui avaient été des supplétifs de l'armée française, la situation qui allait être faite aux enfants nés de parents algériens… – a été close par de Gaulle avec le choix d'une Algérie indépendante et l'inscription de la France dans un intense développement de l'économie capitaliste moderne. Mais la conscience collective est marquée par ce passé douloureux, empreint de refoulement et de non-dits, et des effets d'une longue histoire coloniale qui nourrit bien des frustrations et ressentiments.

Ceux-ci se réactivent à l'heure où la crise économique aggrave un chômage de masse durablement installé, approfondit les inégalités sociales et alimente les angoisses collectives. A la différence des périodes antérieures, l'avenir paraît bouché. L'idéologie du « déclinisme » alimente la nostalgie d'un passé de grandeur largement fantasmé et en tout état de cause totalement étranger au monde contemporain. Mais l'écho qu'elle rencontre témoigne qu'existe un terrain fertile pour les politiques réactionnaires, voire des aventures politiques échappant au contrôle de la raison démocratique.

Le Front national s'est affirmé et construit sur ce fonds. De ce point de vue le personnage Jean-Marie Le Pen apparaît hautement symbolique : officier parachutiste en Algérie, accusé d'y avoir pratiqué la torture, député poujadiste (mouvement de révolte des petits commerçants et artisans face à un développement capitaliste qui les condamnait à disparaître), antigaulliste et familier des propos racistes et antisémites, ayant su s'accaparer une fortune importante tout en affichant une verve grossièrement démagogique…. Reste que, loin de s'enfermer dans les poncifs anciens et la répétition des schémas du passé, le FN a su s'adapter à un monde en pleine transformation et s'inscrire dans le sillage des changements provoqués par le néolibéralisme, la mondialisation capitaliste et l'unification européenne, pour apparaître comme les contestant. Ainsi, sans se couper de son propre passé, ni s'extraire véritablement de la nébuleuse des multiples réseaux et groupes d'extrême droite plus ou moins fascisants, il a réussi à faire croire qu'il

est porteur d'une offre politique neuve.

La direction du Front national consacre beaucoup d'efforts pour convaincre que ce parti a rompu avec certains excès de son passé, qu'il est aujourd'hui une organisation « respectable » au regard des exigences d'une vie politique démocratique et policée. Il n'empêche que la documentation quant à ses liens avec des cercles et individus portant nettement la marque du fascisme se voit régulièrement alimentée[4].

L'installation du Front national dans la réalité politique française, à un haut niveau électoral et auréolé d'une forte aura médiatique, signifie qu'il a réussi a se présenter comme porteur d'une protestation face aux dégâts de l'ultralibéralisme et de la crise démocratique qu'il génère. Et de ce fait en mesure de capter une réelle dynamique électorale et politique.

Deux points de cristallisation de la dynamique politique du Front national

La globalisation de l'économie capitaliste et l'unification européenne s'opèrent sous contrainte néolibérale, et de ce fait peuvent être perçues comme confondues. Une conscience collective renforcée par les discours gouvernementaux qui systématiquement justifient les sacrifices et reculs infligés aux travailleurs et aux populations par les exigences qui seraient imposées par la bureaucratie de Bruxelles, elle-même au service des impératifs de la compétition capitaliste mondiale. Il est dès lors inévitable qu'en retour s'amplifient des oppositions marquées de ressentiment nationaliste. D'autant que la droite sarkozyste a cultivé un discours sur l'identité française qui se trouverait menacée, sans que soit évidemment définie ladite identité française, ni précisée la nature des dangers censés la menacer

Du fait que le mouvement ouvrier est affaibli et en difficulté lorsqu'il s'agit de convaincre qu'existent des réponses anticapitalistes à la situation, le FN apparaît comme seul à donner une traduction politique à ces réactions. Ce qui lui permet de capitaliser électoralement leur montée en puissance.

Un second facteur se combine au précédent : ces politiques, qui articulent ultralibéralisme, mondialisation capitaliste et unification européenne, sont au sein de l'Union européenne mises en œuvre alternativement, voire conjointement, par les partis piliers de la politique institutionnelle, la social-démocratie et la droite conservatrice. Situation aggravée par la crise capitaliste à laquelle les classes dirigeantes répondent par une accentuation de la logique ultralibérale autour de politiques d'austérité, l'imposition de « réformes structurelles » par cassage des acquis sociaux et des régressions sociales et démocratiques majeures. En France, suite à la victoire de François Hollande en 2012, le Parti socialiste apparaît comme s'inscrivant dans la stricte continuité du sarkozysme et menant une politique qu'on doit caractériser comme de droite.

Comment s'étonner que gagne en crédit l'idée qu'il existe une « classe politique » ayant la mainmise sur l'économie, la politique et les médias, plus attachée à ses propres privilèges qu'aux intérêts du pays, qui se moque bien du clivage gauche/droite et, sous couvert de diverses réalités présentées comme extérieures, impose au peuple le carcan d'un système oppressif et destructeur.

Le FN a su offrir une prise au ressentiment populaire en se désignant comme l'ennemi de *« l'UMPS »*, c'est-à-dire la fusion en une même réalité de la droite et de la gauche, toutes

deux au service d'une politique antipopulaire et antifrançaise. En un mot : *le système* !

Peu importe sans doute aux électeurs et sympathisants du FN que règne le plus grand flou sur ce que pourrait être la politique effective de ce parti s'il accédait au gouvernement. Significatif de ce point de vue que dans les sondages d'opinion la sortie de l'euro, une mesure phare du programme du FN, ne recueille pas un assentiment majoritaire de ceux qui se disent en proximité politique avec lui. Plus profondément, on peut s'interroger sur ce que pourrait être la prétendue « politique sociale » du FN une fois dépassé le stade des promesses sans frais et d'une rhétorique sans contenu.

En fait, le mouvement d'opinion en faveur du Front national traduit le rejet, voire le dégoût à l'égard des partis qui apparaissent responsables de tout ce qui ne va pas, et porte une volonté de sanctionner politiciens et cercles de pouvoir dont l'arrogance est à la mesure de leur impuissance à changer la situation. Bref, le bulletin de vote comme arme pour ébranler le système ! D'autant que les récentes élections ont haussé le Front national au rang de potentiel « parti de gouvernement ». Une donnée nouvelle qui suffit à ébranler ladite « classe politique ». La concrétisation de la possibilité d'un gouvernement Front national susciterait sans doute des réactions nouvelles et accélérerait le phénomène d'adhésions d'une autre nature, mais aujourd'hui les électeurs frontistes se félicitent de voir cette crainte s'installer, et jugent que pour les conséquences il sera temps de voir plus tard…

Le Front national et le « système »

Déjà « parti *de* gouvernement », mais encore loin d'être *au* gouvernement, le FN progresse dans cet entre-deux qui autorise bien des confusions et soulève nombre de questions épineuses.

Face aux partis dits du système, le FN se revendique du peuple. Un peuple dont il dessine les contours en pointillés, de manière plus ou moins allusive, et surtout en négatif : un peuple dont on écarte les « non nationaux » ! Hier, il s'agissait fort explicitement des immigrés, éventuellement caractérisés comme illégaux. Tout à chacun pouvait décoder qu'étaient visés les immigrés maghrébins, spécialement algériens, voire leurs enfants (de nationalité française ou binationaux). Le FN mettait alors en avant la *« préférence nationale »*. A laquelle il était possible de répondre par le slogan *« 1ère, 2ème, 3ème génération, nous sommes tous des enfants d'immigrés ! »*. Aujourd'hui, le FN évoque une *« priorité nationale »* et développe une stigmatisation désignant les musulmans, en ce qu'ils sont de possibles islamistes, travaillant à « islamiser la France » (ce thème de « l'islamisation de l'Europe » est développé par différents partis d'extrême droite en plusieurs pays européens), voire enclins à céder au terrorisme… Mais sont également visés les Roms, et au-delà la catégorie indéfinissable des migrants qui frappent à la porte de l'Europe, lesquels se voient accuser de vouloir profiter d'un système social qu'ils mettent en péril et de pervertir l'identité nationale.

Tous thèmes brassés sans économiser amalgames et confusions, en s'efforçant de déjouer l'accusation de racisme ouvert, tout en relayant des thèmes islamophobes visiblement porteurs en Europe et payants électoralement en ce qu'ils trouvent un écho dans une société minée par la crise et en perte de repères.

D'autant qu'autour du Front national gravitent des groupes ouvertement fascisants, du type « identitaires », qui n'étant pas soumis aux impératifs de « respectabilité » du Front

national peuvent donner libre cours à leur antisémitisme débridé (créneau du groupe Dieudonné-Soral), en cherchant à trouver l'oreille de jeunes peu sensibles à la différence entre dénonciation du pouvoir israélien et antisémitisme, et pour d'autres d'afficher leur racisme anti Arabes ou anti Noirs.

Le Front national sait capter ces mauvaise passions politiques, sans souci de cohérence quant à ce que sont ses réelles positions de fond. Ultralibéral hier, il prône aujourd'hui une politique étatiste et « sociale ». Le patriarche Le Pen aime toujours flirter avec un antisémitisme que sa fille prétend récuser. L'une et l'autre cultivent les liaisons peu avouables avec Poutine ou Bachar Al-Assad. « Féministe » et « laïque » lorsqu'il faut dénoncer la menace islamique, *gay friendly* en direction de cet électorat, mais beaucoup de cadres et de dirigeants du FN affichent sexisme, homophobie, et accointances avec les milieux catholiques intégristes…

Le Front national fait donc preuve d'une grande plasticité idéologique qui rend difficile une caractérisation précise de sa nature. Pour sa part il récuse toutes les étiquettes utilisées à son égard et se veut « national », « ni de droite ni de gauche ». Mais politologues et adversaires politiques sont aussi à la peine sur ce sujet.

Le Front national aux portes du pouvoir ?

La situation présente du Front national est qu'il profite à plein d'une crise politique que ses propres succès électoraux aggravent qualitativement. Au point qu'il se trouve aujourd'hui sur le point de déstabiliser le système institutionnel de la Vème République.

À l'inverse d'un PS qui se dévitalise de par sa coupure croissante avec les classes populaires, le FN a fidélisé son électorat populaire, ce dont témoignent toutes les élections de ces dernières années. Les récentes élections partielles ont montré qu'il pâtissait moins que les autres partis de l'abstention, et que des secteurs importants des classes populaires, votant traditionnellement à droite, mais aussi parfois socialiste, votent FN au second tour, voire dès le premier tour. Toutes choses qui font qu'au plan électoral le FN est en droit de se revendiquer comme le parti qui obtient le plus de suffrages de la catégorie ouvriers/employés. Il n'hésite pas à sauter le pas de se dire *« le premier parti ouvrier de France »* ! Sans être dupe de tels slogans, il convient de prendre la mesure du développement de l'audience du FN dans les catégories populaires et la jeunesse. Ce qu'ont montré les enquêtes qui ont suivi les dernières élections européennes[5].

Sur l'autre côté de l'échiquier, le FN menace de faire éclater l'UMP. En effet il exacerbe une contradiction insurmontable, comme l'a montré l'élection partielle du Doubs, entre deux impératifs : d'un côté, celui de ne pas s'allier au Front national, sous peine de se couper de l'électorat centriste, sans lequel il ne peut y avoir de majorité de droite à une élection présidentielle, et de l'autre côté ne pas se priver d'un électorat frontiste sans lequel souvent il n'est plus de majorité de droite possible à toute élection (ce qui *de facto* conduit souvent à des accords avec le FN).

Ainsi le Front national est aujourd'hui en capacité d'affoler le système de la Ve République en rendant non fonctionnel le bipartisme PS/UMP et en menaçant de retourner à son profit la règle du scrutin majoritaire à deux tours qui jusque-là le marginalisait outrancièrement.

Certes le Front national n'est pas sans faiblesses. Derrière le culte du (ou de la) chef, les

divisions paraissent réelles et appelées à s'accroître à la mesure des progrès sur la voie du pouvoir. Les municipalités qu'il a conquises sont autant de vitrines d'exposition de ce qu'est sa réelle politique au-delà des discours.

En fait le Front national est fort des faiblesses de ses concurrents et adversaires. Plus le PS et l'UMP se trouvent confrontés, pour des raisons différentes, à des difficultés croissantes, plus le FN gagne en puissance. Situation qui pose des problèmes nouveaux aux organisations antifascistes et antiracistes, lesquelles se voient confrontées à défis inédits.

Le Front national n'est certainement pas à la porte du pouvoir, une porte qui ne demanderait qu'une légère poussée supplémentaire pour céder. Mais il apparaît incontestable qu'il est solidement installé au cœur du champ politique.

Péril en la demeure : que bouger ?

La gravité de la menace que représente aujourd'hui le Front national est à la mesure de la grande difficulté que rencontrent ses opposants à définir la nature exacte de cette menace.

D'où cette « *inquiétante étrangeté* » qu'indiquent Luc Boltanski et Arnaud Esquerre : « *Car tout se passe comme si chacun ressentait bien ce qui arrive, mais à la façon d'une inquiétante étrangeté comme à la suite d'un mauvais rêve, d'un malaise que le retour aux activités habituelles suffirait à dissiper* »[6].

Situation dangereuse si elle devait perdurer. D'autant que le Front national, outre la montée en puissance du vote en sa faveur, s'offre le luxe d'entretenir à ses marges une droite plus extrême (les agités du « jour de colère » et la mouvance des Identitaires habituée au recours à la violence…).

Face à cette marée électorale qu'on ne sait enrayer, ni même véritablement expliquer, apparaissent les signes d'une dérive panique dans l'ensemble du monde politique : des glissements à droite de certains secteurs de la droite, voire de la gauche gouvernementale, qui croient limiter la poussée en l'accompagnant. Et, au sein des forces qui se revendiquent du combat antifasciste, des divisions qui paraissent parfois hors de contrôle…[7] Bref, une sorte de sauve-qui-peut qui tend à précipiter la déroute qu'on veut empêcher.

Cette situation de confusion résulte à l'UMP d'une radicalisation droitiste d'une partie importante de ce parti, à gauche d'une incapacité et d'un renoncement à proposer une politique répondant aux intérêts des classes populaires, en termes de résolution des questions sociales et de progrès démocratiques. Et aussi d'un désarroi idéologique qui mine l'ensemble du champ politique.

Nombre de commentateurs politiques en viennent à valider le thème de la « *dédiabolisation* » qui constituerait la grande réussite de Marine Le Pen depuis qu'elle a pris les rênes du Front national. Le terme, fort prégnant dans les analyses développées par Pierre-André Taguieff[8], est tout sauf innocent. Il ne s'agit pas seulement de prendre acte que la dénonciation du Front national a trouvé les limites de son efficacité, mais d'instiller l'idée que celle-ci relevait d'une politique erronée : l'incapacité à enrayer la montée du vote Front national renverrait à l'irresponsabilité de ses opposants ! Une telle entreprise d'intériorisation du problème posé, voire de culpabilisation des forces progressistes, s'accompagne du développement de thèses qui appellent discussion.

En tout premier lieu celle selon laquelle la force politique du Front national résulterait d'une victoire qu'il aurait remportée sur le plan idéologique. Peut-on dire que l'extrême droite exerce une hégémonie culturelle sur la société, qu'elle serait parvenue à imposer un cadre « méta-discursif » au discours politique dominant ? C'est l'hypothèse qu'avancent certains observateurs, tel Frédéric Neyrat[9]. L'hypothèse paraît pour le moins excessive, même s'il faut reconnaître avec Luc Boltanski et Arnaud Esquerre que l'extrême droite influence les manières ordinaires de penser, de parler et d'écrire, le « cela va de soi » d'une opinion raisonnable et d'un certain « bon sens ».

Une autre thèse est que l'actuel Front national représenterait au regard de ce qu'il fut précédemment une réalité fondamentalement nouvelle. L'usage par certains chercheurs du terme « post-fascisme » pour désigner le Front national (ou ses équivalents européens) semble discutable. Le préfixe « post » (par exemple dans « post-modernité ») a deux significations courantes : le dépassement d'une époque historique et la rupture avec un mode de pensée. Dans le cas du Front National, « post-fascisme » renvoie, implicitement ou explicitement, à deux hypothèses qui semblent erronées. La première que le fascisme serait une époque historique dépassée, donc que le FN se situerait dans une période postérieure. C'est, par exemple, ce qu'affirme le chercheur Jean-Philippe Milet (dont les travaux sont intéressants) : *« Le Front national vient après le fascisme, son réformisme est post-fasciste – il est* d'après le fascisme *».*[10] Or, le fascisme n'est pas une époque (révolue), mais une forme d'organisation et d'idéologie politique qui s'est manifestée, sous des formes diverses, et à différents moments, bien après la fin du Troisième Reich. Deuxièmement, l'idée que le Front national, par ses idées et ses pratiques, aurait opéré une rupture avec le fascisme renvoie à une hypothèse très hasardeuse, qui ne prend pas en compte les très importants éléments de continuité entre le lepénisme et sa matrice fasciste (pétainiste). Et aussi en quoi il peut être le laboratoire au sein duquel mûrissent les composants d'un fascisme adapté aux réalités contemporaines.

Populisme ?

La confusion des repères et le brouillage du clivage gauche/droite sont permis et aggravés par l'usage fort répandu de la notion de populisme.

En Amérique latine, au cours de la période allant des années 1930 aux années 1960 le terme de populisme correspondait à une réalité spécifique : des gouvernements nationaux populaires ou des mouvements rassemblés autour de figures charismatiques – Vargas, Perón, Cardenas – disposant d'un soutien populaire important et développant une rhétorique anti-impérialiste. Or, l'usage qui est fait du terme aujourd'hui en France et en Europe est vague et imprécis. Ainsi, à propos du Front national, P.-A. Taguieff définit le populisme comme *« un style rhétorique qui est lié directement à l'appel au peuple »*[11]. D'autres politologues réfèrent le populisme à *« une position politique qui se situe du côté du peuple contre les élites »* : une caractérisation qui peut convenir pour presque tous les partis et mouvements ! Quand on l'applique au Front national (ou à d'autres partis européens d'extrême droite) ce pseudo concept devient un euphémisme trompeur qui permet – délibérément ou non – de les légitimer, les rendant plus acceptables, voire appelant – car qui refuse d'être pour le peuple contre le élites ? – à écarter les termes dérangeants de racisme, xénophobie, fascisme, ou extrême-droite[12].

En France et en Europe le mot populisme est aussi délibérément utilisé par certains idéologues et médias comme un moyen de mystification, qui permet d'opérer un amalgame

entre l'extrême droite et la gauche radicale, par exemple le Front de gauche, de mettre en regard d'un populisme de droite un populisme de gauche, sous prétexte que les deux s'opposent aux politiques néolibérales et à la construction européenne…

Jean-Yves Camus expliquait que des partis tels que le Front national peuvent être appelés populistes dans la mesure où *« ils prétendent remplacer par une démocratie directe la démocratie représentative »* et opposent le « bon sens populaire » à des « élites perverties ». Il ne s'agit pas là d'un argument pertinent dès lors que l'appel à la démocratie directe, la critique de la représentation parlementaire et des élites politiques sont davantage portés par les courants anarchistes et d'extrême gauche que par l'extrême droite, dont le projet politique met l'accent sur l'autoritarisme. Au demeurant J.-Y. Camus, qui est un des meilleurs spécialistes de l'extrême droite française et européenne, a fort heureusement corrigé ce point de vue, argumentant en 2014 qu'il convient d'éviter d'employer le terme populisme qui est utilisé *« en vue de discréditer et critiquer le consensus autour de l'idéologie libérale, la bipolarisation du débat politique européen entre libéraux conservateurs et sociaux démocrates, et l'expression dans les urnes d'un sentiment populaire de défiance à l'égard des dysfonctionnements de la démocratie représentative ».*[13]

Le Front national en sa différence

Certaines de ces théorisations risquent de conduire à un renoncement au combat frontal contre le Front national et à la dénonciation intransigeante de sa politique. Cela en fonction de l'idée que, face à lui, il faut partir sur des bases totalement renouvelées et inventer des réponses inédites. A quoi s'ajoute le risque insidieux que, pour définir ces réponses, il conviendrait de prendre en compte ce que dit le Front national lui-même, voire ce qu'il défend. En quelque sorte la récurrence de la vieille formule piège selon laquelle le Front national poserait de *vraies questions* auxquelles il apporterait de *mauvaises réponses*.

Plutôt que de parler de *« dédiabolisation »* du Front national (ce qui postule que jusque-là il aurait été « diabolisé »), il faut constater une réalité malheureuse : la puissance acquise par le Front national a pour effet de provoquer sa *banalisation*. Ainsi la question qui perturbe le champ politique est de savoir s'il faut considérer le Front national comme étant *un parti comme les autres*.

Les partis institutionnels s'accrochent (encore ?) à l'affirmation que tel n'est pas le cas. Mais la ligne de partage entre légitimité républicaine et extériorité par rapport à celle-ci est difficile à tracer clairement, compte tenu de ce que sont les politiques de l'UMP et du PS, et des doutes qu'on peut avoir quant à leur propre réelle fidélité aux valeurs fondatrices de la République. D'où l'épuisement de l'appel au « front républicain », surtout quant il faut convaincre de sa validité en n'oubliant pas qu'un quart de l'électorat vote Front national.

Il faut aussi noter que le FN est en mesure de retourner à son profit la formule qui se veut accusatrice, puisque précisément lui-même dit ne pas être un parti comme les autres, c'est-à-dire se revendique comme « différent » (de *l'UMPS* et du *système*). Enfin on peut s'interroger sur ce que peut être la réception dans toute une partie de l'électorat, déjà ou pas encore acquise au vote frontiste, de cette idée : la grande force du Front national n'est-elle pas qu'il est perçu comme un parti qui, malgré ou grâce à sa différence, doit à présent être comparé relativement aux autres partis ? Et à propos duquel les jugements varient : peut-être est-il *un peu pire* que le autres, peut-être pas… Ne voit-on pas de plus en plus

d'électeurs estimer que puisque il est le seul des grands partis à ne pas avoir gouverné, il vaut peut-être de tenter l'expérience ?

Refuser le risque du pire

La spécificité du Front national est qu'une victoire électorale lui offrant les clés du pouvoir enclencherait nécessairement – au-delà des théorisation des uns et des autres, voire même des siennes – un basculement du système politique, et sans doute de la société. Les répercussions en seraient majeures et irréversibles, y compris à l'échelle européenne, en ce qu'un tel bouleversement ferait exploser la charge antidémocratique dont le Front national est porteur, et qui jusque là est contenue du fait des contraintes d'une vie politique qui le minorise et limite son autorité à ce qu'est la force relative d'un vote protestataire.

L'énergie ainsi libérée serait celle du rejet de celles et ceux qui sont stigmatisés comme « autres », car non conformes à un modèle qui alors se verrait légitimé par un vote majoritaire, et qu'il resterait à imposer à la société. Ces « autres » ? Les immigrés, les migrants, les musulmans ou présumés tels, mais aussi les homosexuel·le·s, les femmes libérées, les Juifs… Autant les promesses de portée « sociale », dans les domaines concernant l'emploi et les conditions de vie, ne pourraient en rien se concrétiser, ni être relayées dans la société par des forces militantes et sociales, autant il pourrait en aller différemment pour celles relevant du sécuritaire et de l'hostilité à l'encontre de certains groupes sociaux. C'est un déchaînement de nationalisme et de racisme qui serait à craindre.

D'ores et déjà on peut constater combien le rempart des valeurs républicaines est fragilisé, voire fissuré. En sont des symptômes la capacité du Front national à manipuler les références à la laïcité, à l'égalité homme-femmes, à la solidarité nationale, pour les mettre au service de sa propagande anti-musulmans, du racisme à l'égard de certains groupes paupérisés, et d'une idéologie profondément inégalitaire, autoritaire et de division de la société.

Faire reculer le Front national nécessite la mise en œuvre d'une politique qui réinstruise les références démocratiques, les valeurs de solidarité, dessine une perspective classiste et un horizon internationaliste et socialiste. Le FN prospère sur le délitement dans la conscience collective du clivage social entre exploités et exploiteurs, qu'il remplace par une opposition de type ethnico-culturelle entre un « nous » et les « autres », un « nous » indéfini qui est compris comme renvoyant aux « nationaux », les « vrais Français », porteurs d'une identité nationale jugée menacée par ces « autres » aux caractéristiques multiples…

Cette sinistre perspective est en complet décalage avec ce qu'est la réalité profonde de la société française. Ce qui s'est trouvé confirmé par les événements qui ont marqué la séquence du 7 au 11 janvier 2015. Quelles qu'aient été les opérations du pouvoir politique pour instrumentaliser l'émotion collective au profit de ses intérêts politiques propres, la puissante mobilisation populaire qu'ils ont déclenchée a fait naître un mouvement de solidarité qui a permis de tenir à distance les réactions d'hostilité aux musulmans, de prendre conscience des dangers qui menacent les Juifs et des risques de fracturation de la société.

Ce potentiel démocratique représente un espoir qu'il faut faire vivre, car il recèle la riposte effective à la menace que représente l'extrême droite en France et en Europe. Ce qui

suppose de lui insuffler une dynamique de classe, celle de l'unité des exploités et dominés, visant à mettre en œuvre une politique qui démontre qu'il est possible d'aller vers plus d'égalité, de dignité et de justice, pour toutes et tous, donc d'abord pour celles et ceux qui s'en trouvent aujourd'hui le plus privés.

Le Front national se nourrit des passions mauvaises et des ressentiments d'une société en crise, qui ne voit plus quel avenir meilleur elle est en capacité de construire. Pour s'opposer sérieusement à sa progression, c'est une telle perspective qui doit être rouverte.

références

références

⇧1 Cf. Dominique Vidal, *Le ventre est encore fécond. Les nouvelles extrêmes droites européennes*, Paris, Libertalia, pp. 129-148.

⇧2 Daniel Bensaïd, *Fragments mécréants. Mythes identitaires et République imaginaire*, Paris, Lignes, 2005, *passim*.

⇧3 De ce point de vue on se référera au livre de Valérie Igounet, *Le Front national. De 1972 à nos jours, le parti, les hommes, les idées*, Fayard, 2014.

⇧4 Voir par exemple sur le site de *Mediapart* (5 mai 2015), l'article de Marie Turchi, « Le salut fasciste de l'argentier de Marine Le Pen », qui éclaire les proximités entre certains très proches de Marine Le Pen et d'anciens du GUD et autres extrémistes.

⇧5 Lors des élections européennes, le FN aurait obtenu 30% des voix des moins de 35 ans (soit 5 points de plus que son score national moyen). Et, parmi les votants, 38% des employés et 43% des ouvriers auraient donné leur voix au FN (alors que seulement 8% des ouvriers et 16% des employés auraient fait ce geste en faveur du PS). Voir *Le Monde* du 25 mai 2014.

⇧6 Cf. *Vers l'extrême. Extension des domaines de la droite,* éditions Dehors, 2014.

⇧7 Ainsi des divisions fortes sont apparues au sein des forces de gauche et de gauche radicale sur la question de prôner ou non une sortie de l'euro, et aussi sur le terrain de l'antiracisme, dont il apparaît qu'elles ne sont pas étrangères au trouble que provoque la difficulté à enrayer la progression du FN.

⇧8 Pierre-André Taguieff, *Du diable en politique. Réflexions sur l'antilepénisme en politique*, mai 2014, CNRS éditions.

⇧9 F. Neyrat, « Une hégémonie d'extrême droite », *Lignes*, Les nouvelles droites extrêmes, n°45, octobre 2014, p. 30.

⇧10 J-P Milet, « L'extrême droite pour tous », *Lignes*, op. cit., p.55, souligné par l'auteur.

⇧11 Pierre-André Taguieff, « Le populisme et la science politique », *Vingtième siècle,* 1997, p. 8.

⇧12 Cf. l'intéressant livre d'Annie Collovald, *Le « populisme du Front national », un dangereux contresens*, Broissieux, Éditions du Croquant, collection « Raisons d'agir », 2004, pp. 53, 113.

⇧13 Jean-Yves Camus, « Extrêmes droites mutantes en Europe », *Le Monde Diplomatique*, mars 2014, pp. 18-19.